



Les grands titres:

- Soudan du Sud : le HCR préoccupé par les milliers de réfugiés fuyant la violence vers l'Ouganda
- Libye : le Conseil de sécurité engage les Etats membres à soutenir la destruction des armes chimiques
- Mali : l'ONU condamne des affrontements entre groupes armés à Kidal
- Durban : la 21ème Conférence sur le Sida s'achève sur un appel à mettre fin aux discriminations
- Ukraine : l'UNESCO condamne le meurtre d'un éminent journaliste à Kiev
- Liban : le Conseil de sécurité s'inquiète de l'incapacité des dirigeants à résoudre la crise politique
- Centrafrique : Ban Ki-moon nomme un nouveau Représentant spécial adjoint
- A Mogadiscio, une responsable de l'ONU appelle à protéger les anciens enfants soldats
- L'ONU annonce un nouveau programme pour prévenir les abus sexuels par son personnel
- Nigeria : l'ONU annonce avoir livré plusieurs dizaines de tonnes de nourriture dans l'Etat de Borno
- Un responsable de l'ONU appelle à inclure tous les éléments de la société dans la lutte contre le terrorisme

Soudan du Sud : le HCR préoccupé par les milliers de réfugiés fuyant la violence vers l'Ouganda



Un réfugié sud-soudanais récemment arrivé charge ses biens dans un camion du HCR à la frontière du Soudan du Sud et de l'Ouganda. Photo : HCR / Will Swanson

22 juillet - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est déclaré vendredi préoccupé par le sort des milliers de réfugiés qui continuent de fuir l'incertitude et la violence au Soudan du Sud depuis la reprise des combats, début juillet, entre les partisans du Président Salva Kiir et ceux du Premier Vice-Président Riek Machar.

Lors d'une conférence de presse à Genève, un porte-parole du HCR, Andreas Needham, a indiqué que 26.468 personnes ont traversé la frontière vers le nord de l'Ouganda depuis le 7 juillet dernier, en grande majorité des femmes et des enfants, y compris 24.321 dans les six derniers jours. « Hier, environ 8.337 réfugiés ont traversé vers l'Ouganda, un nouveau record depuis que l'afflux [de réfugiés] a commencé en 2016 », a déclaré M. Needham.

Selon le porte-parole, le nombre de personnes dans les centres de transit et d'accueil ougandais a atteint la capacité maximum. Il a notamment indiqué que le centre d'Elegu, une ville du nord du pays, « est si bondé qu'il est impossible de réaliser un décompte » des réfugiés.

« Mercredi soir, plus de 7.000 personnes ont dormi au centre d'Elegu, soit 1.000 personnes au-delà de sa capacité [maximum] », a souligné M. Needham.

A Adjumani, une autre ville du nord située à proximité d'Elegu, les nouveaux arrivants ont signalé la poursuite des combats entre les forces du Président Kiir et du Première Vice-Président Machar. Selon le porte-parole, ils rapportent que des hommes armés continuent de « piller les propriétés, recruter de force les garçons et les jeunes hommes et tuer les civils » à



Magwi, une ville sud-soudanaise proche de la frontière avec l'Ouganda.

Par ailleurs, M. Needham a rapporté qu'un convoi de l'armée ougandaise devait rapatrier dans le courant de vendredi des ressortissants ougandais vivant au Soudan du Sud. Lors de précédentes opérations de rapatriement, il a précisé qu'un nombre important de réfugiés sud-soudanais avaient saisi l'opportunité de fuir leur pays en accompagnant le convoi de l'armée ougandaise.

Libye : le Conseil de sécurité engage les Etats membres à soutenir la destruction des armes chimiques



Réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation en Libye. Photo : ONU / Manuel Elias

22 juillet - Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté vendredi une résolution autorisant les Etats membres à acquérir, transporter et détruire les armes chimiques recensées en Libye afin de garantir leur élimination dans les meilleurs délais et conditions de sécurité.

Dans cette résolution, le Conseil rappelle que la Libye a adhéré en 2004 à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. Il rappelle également les décisions prises ultérieurement par le Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), concernant la destruction des armes chimiques déclarées en Libye.

Les 15 membres prennent également note de la lettre récemment adressée par les autorités libyennes au Directeur général de l'OIAC, dans laquelle elles informent le Secrétariat de l'ONU du transfert de toutes les armes chimiques restantes vers un site d'entreposage dans le nord du pays. Dans cette lettre, les autorités libyennes demandent l'assistance du Secrétariat et des États parties à la Convention pour veiller à ce que toutes les armes chimiques de catégorie 2 dont dispose encore la Libye soient détruites « de manière accélérée ».

En conséquence, le Conseil décide d'appuyer la décision prise par le Conseil exécutif de l'OIAC, le 20 juillet dernier, de demander au Directeur général d'aider la Libye à établir un plan modifié de destruction de ses armes chimiques.

Les 15 membres engagent ainsi les États membres à aider le gouvernement d'entente nationale libyen à fournir un soutien (matériel, financier, technique, etc.) à l'OIAC, afin que cette dernière puisse procéder à l'élimination des armes chimiques de catégorie 2 en Libye, dans les meilleures conditions de sécurité et dans les meilleurs délais possibles.

Le Conseil décide d'autoriser les États membres à « acquérir, contrôler, transporter, transférer et détruire » les armes chimiques recensées en Libye par le Directeur général de l'OIAC, pour garantir leur élimination « dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions de sécurité ».

Mali : l'ONU condamne des affrontements entre groupes armés à Kidal



Un Casque bleu sénégalais patrouille avec un soldat malien à Kidal en juillet 2013. Photo MINUSMA/Marco Dormino (archives)

22 juillet - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné vendredi les récents combats survenus les 21 et 22 juillet à Kidal, au Mali, qui ont opposé deux groupes armés signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

Dans un communiqué de presse, rendu public par son porte-parole, M. Ban a déploré cette « première violation du cessez-le-feu depuis septembre 2015, qui a eu lieu au moment où les parties signataires progressaient vers l'établissement d'une autorité intérimaire dans les régions du nord ».

Il a appelé les responsables des deux groupes armés signataires à restaurer le calme et leur a rappelé leurs engagements et obligations concernant la protection des civils, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et du droit international.

A ce moment crucial pour le processus de paix, le Secrétaire général a encouragé les parties signataires à « prendre les mesures nécessaires à la rapide et complète mise en œuvre de l'accord de paix », y compris la mise en place des autorités intérimaires et des arrangements sécuritaires.

La veille, jeudi 21 juillet, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a également condamné ces affrontements entre les mouvements dits de la Plateforme et ceux de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA).

« Des combats violents ont éclaté dans la ville de Kidal aujourd'hui vers 16h30 entre des éléments des deux mouvements signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali », a déclaré la Mission dans un communiqué de presse, précisant que des armes lourdes, y compris des mortiers, avaient été utilisées lors des confrontations.

La MINUSMA a appelé les responsables de ces confrontations à mettre fin immédiatement aux hostilités et à tenir leurs engagements, conformément à tous les accords que leurs mouvements ont signé.

La Mission a en outre déploré vivement le fait que ces combats aient mis en danger la population civile, indiquant qu'elle avait pris des dispositions pour assurer la protection de la population civile et la défense de son mandat.

Durban : la 21ème Conférence sur le Sida s'achève sur un appel à mettre fin aux discriminations



Selon Fanaye Hailu (à gauche), sa fille Betty, 8 ans, est née sans VIH. Mme Hailu conseille à chaque mère et chaque femme enceinte de faire un test pour le VIH.
Photo : ONUSIDA

22 juillet - Au dernier jour de la 21ème Conférence internationale sur le sida à Durban, en Afrique du Sud, le Directeur exécutif adjoint du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), Luiz Loures, a appelé à mettre fin aux discriminations à l'encontre des patients, notamment ceux issus des populations les plus vulnérables.

« La conférence de Durban aura été marquée par les progrès phénoménaux réalisés au cours des 15 dernières années pour ramener les gens à la vie et élargir l'accès au traitement », a déclaré M. Loures lors d'une interview avec la Radio et le Centre d'actualités des Nations Unies.

Intitulée AIDS 2016, cette Conférence s'était ouverte lundi 18 juillet dans la ville sud-africaine, qui avait déjà abrité la Conférence internationale sur le sida de 2000, en présence notamment de Nelson Mandela. Cette édition 2016 de l'évènement a rassemblé près de 18.000 délégués issus de 183 pays, afin de discuter pendant cinq jours du renforcement des programmes de traitement, de prévention, de soins et d'appui anti-VIH ; du soutien à la recherche sur le VIH/sida ; du refus de la marginalisation des populations vulnérables ; de la lutte contre les lois discriminatoires ; et de la défense d'une riposte au VIH centrée sur les communautés et basée sur les droits.

« Cette conférence aura aussi été marquée par de nouveaux défis, au nombre desquels figure l'augmentation des nouvelles infections chez les populations les plus vulnérables, y compris les hommes homosexuels, les travailleurs du sexe, les migrants, les prisonniers, et les jeunes femmes », a ajouté le Directeur exécutif adjoint de l'ONUSIDA.

M. Loures a en effet déclaré que le principal problème n'était plus la maladie en elle-même, « car nous avons les connaissances et les outils nécessaires pour la contrôler ».

« Le plus gros obstacle que nous rencontrons va au-delà de l'épidémie du sida », a-t-il dit, pointant du doigt la discrimination et la stigmatisation qui s'exercent à l'encontre des communautés vulnérables à forte prévalence de l'épidémie.

Par ailleurs, le Directeur exécutif adjoint a insisté sur la nécessité de maintenir un soutien financier pour continuer à faire des progrès dans la lutte contre l'épidémie. « Sans ce soutien, le monde risque d'être exposé dans le futur à un regain de l'épidémie », a-t-il mis en garde.

Ukraine : l'UNESCO condamne le meurtre d'un éminent journaliste à Kiev



Le siège de l'UNESCO à Paris. Photo UNESCO/M. Ravassard

22 juillet - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a condamné vendredi le meurtre d'un journaliste ukrainien dans un attentat à la voiture piégée à Kiev et a demandé aux autorités de traduire les responsables en justice.

« Je condamne le meurtre de Pavel Sheremet », a déclaré la Directrice générale dans un communiqué de presse.

Selon l'UNESCO, M. Sheremet travaillait pour le site web d'information influent Ukrayinska Pravda et présentait une émission d'information sur Radio Vesti. Il a été tué dans l'explosion d'une voiture piégée dans la capitale ukrainienne, le 20 juillet dernier.

Mme Bokova a appelé les autorités à tout mettre en œuvre pour faire la lumière sur ce crime. « Dans l'intérêt de la liberté d'expression et de la liberté d'information, les auteurs du meurtre de Pavel Sheremet doivent être traduits en justice », a-t-elle dit.

L'UNESCO a précisé que M. Sheremet avait été primé pour son travail de journaliste par le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

La Directrice générale de l'UNESCO publie des communiqués sur le meurtre des professionnels des médias conformément à la résolution 29 adoptée par les Etats membres de l'UNESCO au cours de la Conférence générale de 1997 intitulée « Condamnation de la violence contre les journalistes ».

Liban : le Conseil de sécurité s'inquiète de l'incapacité des dirigeants à résoudre la crise politique



Des enfants réfugiés syriens jouent dans un camp de fortune dans la vallée de la Bekaa, au Liban. Photo UNICEF/Vanda Kljajo

22 juillet - Le Conseil de sécurité de l'ONU a fait part vendredi de sa vive inquiétude face à la vacance prolongée de la présidence et la paralysie politique au Liban, qui entravent la capacité du pays à s'attaquer aux problèmes de plus en plus pressants auxquels il est confronté.

Dans une déclaration présidentielle, le Conseil a souligné que l'élection d'un président, la formation d'un gouvernement d'unité et l'élection d'un parlement d'ici à mai 2017 revêtaient « une importance fondamentale pour la stabilité du Liban et sa capacité de faire face aux problèmes de la région ».

À cet égard, le Conseil a exprimé sa « vive inquiétude » face à la vacance de la présidence du Liban, qui dure depuis deux ans, à savoir depuis l'expiration, le 24 mai 2014, du mandat de l'ancien chef de l'État, Michel Sleiman.

Le Conseil s'est en outre dit « fortement préoccupé par l'incapacité répétée » du Parlement à atteindre un quorum et à élire un président, soulignant que cette vacance prolongée a entraîné des blocages au Conseil des ministres et empêché l'adoption, par le Parlement, de lois fondamentales. « La vacance et la paralysie politique qui en ont résulté entravent fortement la capacité du Liban à s'attaquer aux problèmes de plus en plus pressants auxquels il fait face en matière de sécurité ainsi que sur les plans économique, social et humanitaire », a déclaré le Conseil.

Les 15 membres ont exhorté les dirigeants libanais à respecter la Constitution et le Pacte national. Ils ont appelé toutes les parties à « agir de manière responsable » et à « faire preuve de la souplesse nécessaire » pour placer la stabilité et les intérêts nationaux du Liban avant toute politique partisane.

Le Conseil a prié les dirigeants libanais de convoquer « de toute urgence » une session parlementaire et d'entreprendre d'élire un président, en faisant notamment usage des mécanismes prévus à cette fin par la Constitution. Il a en outre appelé toutes les parties à participer à la négociation d'un accord de compromis, pour mettre un terme à la crise politique et institutionnelle au Liban.

Le Conseil a par ailleurs condamné les actes de terrorisme commis sur le territoire libanais, invitant la communauté internationale à continuer d'appuyer l'armée libanaise en octroyant une assistance en matière de lutte antiterroriste et de protection des frontières.

Les 15 membres ont à nouveau demandé à toutes les parties libanaises de s'engager « en faveur de la politique de dissociation du Liban et de cesser toute implication dans la crise en Syrie », conformément à la déclaration gouvernementale de juin 2012.

Le Conseil a encouragé tous les partenaires régionaux à s'employer de manière constructive à mettre fin à la vacance de la présidence et à empêcher que les crises dans la région aient des retombées au Liban. Il a engagé la communauté internationale à maintenir son appui à la stabilité politique et économique du pays, notamment en continuant de lui porter assistance.

A cet égard, le Conseil s'est dit gravement préoccupé par les conséquences de l'accueil au Liban de plus d'un million de réfugiés syriens, soit un nombre proportionnellement plus important par rapport à la population nationale que dans tout autre pays. Le Conseil a ainsi souligné que, pour préserver la stabilité et la sécurité du Liban, il était indispensable de l'aider à gérer cet afflux de réfugiés.

Le Conseil a appelé le Groupe international d'appui au Liban à continuer, en coordonnant son action avec celle de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban, à chercher des moyens de concourir au règlement des problèmes croissants qui menacent la sécurité et la stabilité du Liban.

Centrafrique : Ban Ki-moon nomme un nouveau Représentant spécial adjoint



Le Coordonnateur humanitaire résident des Nations Unies en Colombie, Fabrizio Hochschild. Photo: OCHA/Héctor Latorre

22 juillet - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé vendredi la nomination de Fabrizio Hochschild, du Chili, en tant que son nouveau Représentant spécial adjoint auprès de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

Dans un communiqué de presse annonçant la nomination, M. Ban a déclaré que M. Hochschild avait également été nommé Coordonnateur résident des Nations Unies, Coordonnateur humanitaire et Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

M. Hochschild succèdera à Aurélien Agbénonci, du Bénin, qui a été nommé Ministre des affaires étrangères de son pays, en avril 2016. Le Secrétaire général s'est dit reconnaissant envers M. Agbénonci pour son « engagement indéfectible en faveur du soutien à la transition politique en République centrafricaine, durant la période critique allant de 2014 à 2016 ».

Fort d'une vaste expérience dans les domaines de la paix et des affaires humanitaires, M. Hochschild a récemment occupé le poste d'Adjoint du Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Sommet sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants. De 2013 à 2016, il a été le Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire de l'ONU en Colombie. De 2010 à 2012, il a servi comme Directeur de la Division du personnel des missions du Département de l'appui aux missions des Nations Unies (DAM), à New York. Et de 2005 à 2009, il a occupé le poste de chef de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), à Genève.

M. Hochschild a commencé sa carrière à l'ONU en 1988, en tant qu'employé du Haut-Commissariat des

Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Soudan. Il a également travaillé au sein de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et dans le cadre des activités de maintien de la paix. Il a notamment déployé à Jérusalem (1990-1991), en Bosnie-Herzégovine (1991-1992), à Genève (1993-1996), à New York (1998-1999), au Timor oriental (2000), en Serbie (2001-2003) et en Tanzanie (2003-2005).

A Mogadiscio, une responsable de l'ONU appelle à protéger les anciens enfants soldats



La Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui. Photo: ONU/Rick Bajornas

22 juillet - La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour le sort des enfants en temps de conflit armé, Leila Zerrougui, a conclu une visite de six jours en Somalie en appelant les autorités du pays à traiter les anciens enfants soldats non comme des criminels, mais comme des victimes ayant besoin de protection et d'aide à la réinsertion.

« Nous avons besoin non seulement de les faire sortir du couloir de la mort, mais nous devons aussi leur donner accès à des services de protection de l'enfance et travailler avec ceux qui ont besoin d'un traitement psycho-social ou d'aide pour retourner dans leur communauté », a déclaré jeudi Mme Zerrougui lors d'une conférence de presse à Mogadiscio.

Durant ces six jours, la Représentante spéciale a notamment rendu visite à des enfants dans les centres de détention des villes de Garowe et Bosaso, dans le Puntland, au nord-est de la Somalie. A cette occasion, elle a exhorté les autorités somaliennes à « traiter les enfants capturés comme des victimes et non comme des criminels ».

Mme Zerrougui a par ailleurs insisté sur l'importance de la réinsertion des enfants soldats. « Quand quelque chose se passe mal, nous devons nous assurer que nous fixons le problème et faire en sorte que lorsque les enfants retournent dans leur communauté et qu'ils ne soient pas stigmatisés, maltraités ou abandonnés dans les rues », a-t-elle dit.

Elle a appelé les autorités à intégrer les anciens enfants soldats dans la communauté et à s'attaquer au problème de la stigmatisation et des abus contre les mineurs.

La Représentante spéciale a notamment rappelé qu'en mars dernier, les forces de sécurité du Puntland avaient capturé et détenu des dizaines d'enfants soldats, après avoir vaincu une tentative d'incursion par des militants d'Al-Chabab.

Au cours de sa visite, Mme Zerrougui s'est entretenue du sort de ces enfants avec les autorités du Puntland, y compris le Président Abdiweli Mohamed Ali Gaas. Suite à ces rencontres, elle a annoncé avoir reçu l'assurance des autorités que 12 des enfants soldats capturés en mars et par la suite condamnés à mort ne seraient pas exécutés.

Mme Zerrougui s'est pas ailleurs entretenu dans la capitale somalienne Mogadiscio avec des haut responsables du gouvernement fédéral, y compris le Premier ministre Omar Abdirashid Ali Sharmarke, ainsi qu'avec des représentants des organisations de la société civile engagés dans la protection des enfants.

Sa visite intervenait près de deux semaines avant la présentation du rapport annuel du Secrétaire général de l'ONU sur les enfants et les conflits armés, prévue le 2 août 2016.

L'ONU annonce un nouveau programme pour prévenir les abus sexuels par son personnel



Un casque et des gilets de protection de Casques bleus. Photo ONU/Marie Frechon

22 juillet - Le Département de l'appui aux missions (DAM) a annoncé vendredi avoir lancé un nouveau programme obligatoire de formation en ligne pour prévenir les abus sexuels commis par des membres du personnel des Nations Unies, et avoir reçu des fonds pour venir en aide aux victimes de tels actes.

« Le nouveau programme constitue un pas important vers le renforcement de nos efforts de prévention contre les abus par le personnel de l'ONU », a salué le Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions, Atul Khare, dans une déclaration de presse. « Nous sommes très reconnaissants envers le gouvernement du Japon d'avoir financé cette initiative, qui est essentielle à nos efforts pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels », a-t-il ajouté.

Ce programme obligatoire d'apprentissage en ligne, actuellement à l'essai au siège de l'ONU, à New York, renforcera la formation actuelle sur les normes de conduite et la responsabilité individuelle, en mettant l'accent sur l'exploitation et les abus sexuels. Disponible dans toutes les langues officielles de l'ONU, il sera déployé auprès de toutes les missions sur le terrain et du personnel du siège lié au maintien de la paix d'ici la fin 2016, avant d'être étendu à l'ensemble du personnel du Secrétariat début 2017.

Le DAM a précisé que le programme utilisait des scénarios basés sur des études de cas et des vidéos pour éduquer et sensibiliser le personnel. Il comprend également des quiz et une évaluation finale.

Par ailleurs, le DAM a annoncé que le gouvernement de l'Inde avait versé 100.000 dollars au Fonds d'affectation spéciale en faveur des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Il a noté qu'il s'agissait de la première contribution au fonds, depuis sa création en mars 2016.

« Grâce à cette contribution, le gouvernement de l'Inde a illustré son engagement ferme en faveur de notre approche centrée sur la victime dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels commis par le personnel civil et en uniforme de l'ONU », a déclaré M. Khare, notant que l'Inde a toujours été l'un des principaux pays contributeurs de troupes au sein des opérations de maintien de la paix et est actuellement le deuxième plus grand contributeur de personnel militaire et de police.

L'annonce de cette contribution est intervenue quelques jours après la condamnation par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) du viol collectif d'une jeune femme appartenant à la caste Dalit, en Inde, par les mêmes hommes qui l'avaient déjà violée trois ans auparavant. L'UNICEF avait alors souligné dans un communiqué de presse que cet acte était emblématique de la « culture odieuse de l'impunité qui entoure la violence contre les filles et les femmes ».

Nigeria : l'ONU annonce avoir livré plusieurs dizaines de tonnes de nourriture dans l'Etat de Borno



Des femmes déplacées ont été secourus par l'armée à Maiduguri (en Mars 2015).
Photo : OCHA / Jaspreet Kindra

22 juillet - Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a annoncé vendredi avoir livré un total de 31 tonnes de nourriture et des articles non alimentaires à environ 15.000 personnes déplacées par le groupe terroriste Boko Haram à Banki, dans l'Etat de Borno, au nord du Nigeria.

Dans une conférence de presse à Genève, un porte-parole de l'OCHA, Jens Laerke, a annoncé que cette opération humanitaire transfrontalière avait été effectuée en étroite coordination par la communauté humanitaire du Nigeria et celle du Cameroun, dans la mesure où l'accès à Banki via Maiduguri, le principal camp des acteurs humanitaire dans l'Etat de Borno, était bloqué.

« Les routes de Maiduguri à Banki étaient dangereuses », a souligné M. Laerke, ajoutant qu'un soutien régulier et fréquent aux personnes déplacées à Banki ne serait possible sans une sécurité accrue dans la région.

Le porte-parole de l'OCHA a estimé que la nourriture livrée jeudi dans la ville devrait durer moins d'une semaine.

Il a estimé de 15.000 à 20.000 le nombre des personnes déplacées, tout en précisant qu'en raison de l'absence d'autorités civiles dans la région et des problèmes d'accès, il était pour l'instant difficile de déterminer avec précision le nombre réel des personnes affectées.

M. Laerke a ajouté que l'armée nigérienne, qui contrôle Banki, avait partagé certaines de ses propres rations de nourriture avec les personnes déplacées, mais que celles-ci étaient loin d'être suffisantes.

Un responsable de l'ONU appelle à inclure tous les éléments de la société dans la lutte contre le terrorisme



22 juillet - Comme l'illustre les plus de 30.000 combattants terroristes étrangers issus de 100 pays à travers le monde, le terrorisme est une menace globale qui exige une réponse globale et unifiée, a déclaré jeudi un haut responsable des Nations Unies engagé dans la lutte contre le terrorisme.

« Il ne fait aucun doute que la menace du terrorisme persiste et, malheureusement, reste crédible », a déclaré le chef de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT), Jean-Paul Laborde, lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU, à New

York.

« Un pays ne peut pas, et n'a pas vocation à lutter contre ce phénomène seul », a ajouté M. Laborde, qui s'exprimait avant une réunion du Conseil de sécurité sur sa résolution 2178 (2014), centrée sur la lutte contre l'afflux de combattants terroristes étrangers.

Le chef de la DECT a souligné que, malgré les revers militaires essuyés par le groupe terroriste Daech au cours des derniers mois, les capacités du groupe ont évolué vers celles d'une « véritable organisation terroriste ».

En effet, il a rappelé qu'au cours du mois de Ramadan, du 6 juin au 5 juillet 2016, le groupe « a commis indirectement ou inspiré » au moins 393 attaques dans 16 pays, dont la majorité en Iraq et en Syrie.

M. Laborde a déclaré que le monde ne risquait de « devenir un endroit plus sûr de sitôt, en raison de cette flexibilité ».

« La première action est vraiment de réduire à zéro le territoire de Daech. Cela signifie que le soi-disant 'Califat' ne doit plus être un espoir pour personne », a-t-il déclaré.

Le chef de la DECT a également souligné l'importance de la coopération dans les efforts internationaux de lutte contre le terrorisme, y compris avec la société civile et le secteur privé. À cet égard, il a noté que les forces de police devraient améliorer leurs relations avec les communautés pour obtenir plus facilement des renseignements en cas d'activités suspectes.

« Nous ne serons pas en mesure de lutter efficacement contre le terrorisme sans le soutien non seulement des gouvernements, mais aussi la société tout entière », a-t-il dit.